



Le plan du gouvernement soumis à l'APN

Abdelaziz Djerad aujourd'hui face aux députés

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5003 - Mardi 11 février 2020 - Prix : 10 DA

Avec 39 décès en un peu plus d'un mois
Le monoxyde de carbone fait toujours des ravages

Page 2

Procès en appel de Toufik, Tartag, Hanoune et Saïd Bouteflika

Le procureur requiert 20 ans de prison

Page 3

Des solutions africaines à des problèmes africains

Par Mohamed Habili

Lors de son sommet de 2013, l'Union africaine s'était fixée comme objectif de mettre fin à tous les conflits armés dans le continent à l'horizon de 2020. A son tout dernier sommet à Addis-Abeba, le 33^e du nom, le slogan est : faire taire les armes pour développer l'Afrique. Ce qui pourrait certes passer pour un aveu d'échec, ou à tout le moins pour une révision à la baisse du même but, mais tout autant comme le renouvellement de la même volonté africaine de se débarrasser de la guerre civile pour pouvoir se consacrer pleinement au développement économique. C'est selon que l'on voit le verre à moitié vide ou à moitié plein. L'Union a pu pêcher par excès d'optimisme en 2013, elle n'a pas pour autant perdu le cap dans l'intervalle, elle ne s'est pas abandonnée à la fatalité de la guerre. D'autant que durant ces sept années, n'étant pas restée inactive, elle n'a pas échoué sur toute la ligne. Au Soudan, sa médiation n'a pas peu contribué à l'élaboration du compromis entre l'opposition et le pouvoir militaire, au lendemain de la chute de Omar el-Béchir. Au sud du Soudan, sans l'accord de 2018, négocié sous son égide entre les deux camps en présence, la guerre civile n'aurait pas connu de répit. Pour ce qui est de l'autre grand conflit en cours, celui de la Libye, s'il persiste neuf ans après son éclatement, elle n'y est pour rien, puisqu'elle n'a toujours pas voix au chapitre. Ce que d'ailleurs elle dénonce régulièrement.

Suite en page 3

Le Président Tebboune au Sommet de l'UA à Addis-Abeba

Le grand retour de l'Algérie sur la scène africaine



Ph/D. R.

Le président de la République a quitté hier Addis-Abeba, après avoir eu une intense activité au cours de ce Sommet de l'Union africaine, tenu dimanche et lundi. Un événement qui a marqué le grand retour de l'Algérie sur la scène africaine et internationale après une très longue absence, avec la réaffirmation du Président de ses engagements et ses positions envers le règlement des conflits en Afrique et dans le monde. Lire page 2

Skikda

47 personnes soumises à un examen médical après une tentative de harga déjouée

Page 24

Cinéma

«Parasite» rafle quatre Oscars

Page 13

Le Président Tebboune au Sommet de l'UA à Addis-Abeba

Le grand retour de l'Algérie sur la scène africaine

■ Le président de la République a quitté hier Addis-Abeba, après avoir eu une intense activité au cours de ce Sommet de l'Union africaine, tenu dimanche et lundi. Un événement qui a marqué le grand retour de l'Algérie sur la scène africaine et internationale après une très longue absence, avec la réaffirmation du Président de ses engagements et ses positions envers le règlement des conflits en Afrique et dans le monde.

Par Louiza Ait Ramdane

Ainsi, le président Tebboune a marqué sa participation à ce rendez-vous des chefs d'Etat et de gouvernement par une intervention très suivie par ses pairs africains, dans laquelle il avait affirmé que «la nouvelle Algérie en édification demeurera fidèle à ses principes et engagements et jouera, dorénavant, pleinement son rôle en Afrique et dans le monde». Il a, dans ce contexte, exprimé l'engagement de l'Algérie à contribuer «plus efficacement» au développement du continent africain. «Notre expérience réussie conforte notre conviction que le règlement des crises dans notre continent passe par la solution pacifique, le dialogue inclusif et la réconciliation nationale, loin de toute immixtion étrangère», a-t-il insisté, après avoir rappelé la tragique décennie vécue par l'Algérie dans les années 90.

Le Président Tebboune a souligné qu'aujourd'hui, «grâce à l'énergie salvatrice de son peuple et de sa jeunesse, l'Algérie est engagée dans une nouvelle ère pour la consolidation de sa démocratie et la réunion des conditions adéquates à son essor».

Il a évoqué, dans ce sens, les perspectives qui s'ouvrent à l'Algérie, «résolument décidée à changer son système de gouvernance et à construire un Etat garantissant la justice sociale et la suprématie de la loi» et qui s'apprête, après l'élection présidentielle du 12 décembre dernier, à aller de l'avant dans le processus de réformes politiques, économiques et sociales.

Sur le volet africain, il a réitéré l'approche et l'engagement de l'Algérie dans le règlement des conflits, soulignant qu'elle s'at-



tellera «toujours et inlassablement» au soutien des efforts visant l'instauration de la paix et de la sécurité en Afrique.

Pour le Président Tebboune, «sur tous ces fronts, l'Algérie n'a eu de cesse d'apporter sa contribution multiforme aux efforts consentis pour le rétablissement d'une stabilité durable en Afrique, en particulier au Sahel, que ce soit au niveau bilatéral ou par le biais de mécanismes tels que le Comité d'état-major opérationnel conjoint (Cemoc) ou l'Unité de fusion et de liaison (UFL) ou encore à travers le Centre africain d'études et de recherches sur le terrorisme (Caert)». S'exprimant sur le sujet de la Libye avec laquelle l'Algérie partage une longue frontière et

un destin commun, le chef de l'Etat a qualifié la situation dans ce pays de «dramatique», précisant qu'elle «continue de susciter l'inquiétude de l'Algérie». Dans le même sens, il a souligné que «l'Algérie, qui plaide pour l'arrêt de toutes les ingérences en Libye, appuie fortement les efforts continus pour mettre fin durablement aux hostilités et réunir les conditions du dialogue entre les frères libyens, unique et seul moyen de parvenir à une issue à la crise et d'éviter à ce pays africain d'être le théâtre des rivalités entre Etats». Il a ainsi indiqué qu'avec la recrudescence des attaques terroristes sanglantes au Burkina Fasso et autres tentatives d'attentats dans des pays sahéliens, l'instabilité a

fini par gagner tout le Sahel en dépit des efforts courageux des pays concernés.

L'ancien SG de la Ligue arabe qualifie de «forte» l'allocation du Président Tebboune

L'ancien secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, a qualifié l'allocation prononcée dimanche par le Président Tebboune, au Sommet de l'Union africaine (UA), de «forte», relevant les défis auxquels font face notamment les pays africains. «J'ai écouté l'allocation du Président Tebboune. Elle est forte et je lui ai souhaité plein succès, notamment avec les défis et les menaces auxquels

font face les pays de l'Afrique et les pays arabes», a-t-il indiqué dans une déclaration à la presse algérienne, en marge des travaux du 33^e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA. Il a relevé, dans ce cadre, que «les défis de l'Algérie font partie de ceux de l'Afrique et du monde arabe», ajoutant que les pays africains «sont tenus de se soustraire aux thèmes de ce sommet et de s'engager pour les concrétiser».

Le 33^e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA est consacré au thème «Faire taire les armes : trouver les conditions adéquates au développement de l'Afrique».

L. A. R.

Avec 39 décès en un peu plus d'un mois

Le monoxyde de carbone fait toujours des ravages

Selon le bilan publié hier par la Protection civile, trente-neuf personnes sont décédées asphyxiées par le monoxyde de carbone depuis le début de l'année 2020, et 530 autres ont été secourues par les éléments de la Protection civile.

Depuis le début de l'hiver, la Protection civile n'a cessé d'appeler les citoyens à faire preuve de vigilance, notamment durant les périodes de baisse des températures où les risques d'intoxication au monoxyde de carbone augmentent. Malheureusement, le non-respect des mesures de sécurité obligatoires conduit souvent à des résultats catastrophiques, dont la mort. En effet, selon le dernier bilan de la Protection civile, «depuis le début de l'année, donc du 1^{er} janvier au 10 février, nos services ont enregistré 39

morts asphyxiés par le monoxyde de carbone et 530 autres personnes ont été secourues par nos éléments». Les unités de la Protection civile sont intervenues durant les dernières 24 heures pour porter secours à 14 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant des appareils de chauffage et chauffebains utilisés à l'intérieur des habitations. Les unités de la Protection civile sont intervenues à travers les wilayas de Batna, Annaba, Khenchela et Tébessa, précise la Protection civile, soulignant que les victimes ont été prises en charge sur les lieux puis évacuées vers les structures sanitaires. «Ces drames sont souvent dus à des erreurs de prévention en matière de sécurité, l'absence de ventilation du domicile, la non-conformité à la réglementation en matière de fabrication des appareils de

chauffage ainsi que l'utilisation d'autres non conçus pour cet usage». Ceci, a ajouté la même source, en plus du non recours à des spécialistes en installation des appareils en question et le non-respect de l'obligation de leur entretien «régulier», également par un personnel qualifié. En outre, pour endiguer les accidents «multiformes» liés à la saison hivernale, la direction générale de la Protection civile a initié, depuis le 18 novembre dernier, une nouvelle campagne de sensibilisation nationale visant à «inculquer la culture de la prévention au sein de la famille», estimant qu'«il est important pour nous de faire savoir aux citoyens que ces accidents sont évitables avec la prévention et en prenant conscience que le monoxyde de carbone est un gaz insidieux, car inodore, incolore et non irritant. Autant de

caractéristiques qui le rendent dangereux et pouvant tuer sans que la personne ne s'en rende compte». Considérant que «la prévention joue un rôle majeur dans la stratégie qu'elle mène pour réduire les risques liés à ce type d'accidents domestiques», la Protection civile appelle les citoyens à «respecter les consignes de sécurité obligatoires afin de préserver leurs vies». Enfin, rappelons que le colonel Achour avait déploré, lors d'une journée de sensibilisation, la tendance haussière des décès liés à l'inhalation du monoxyde de carbone (Co), lesquels sont passés de 100 cas en 2018 à 145 en 2019, alors que le nombre des personnes secourues a été de 1 849 en 2018 contre 2 324 en 2019.

Thininene Khouchi

Le plan du gouvernement soumis à l'APN

Abdelaziz Djerad aujourd'hui face aux députés

Abdelaziz Djerad sera aujourd'hui, pour la première fois depuis sa prise de fonction, face aux députés pour présenter sa déclaration de politique générale du gouvernement à l'Assemblée populaire nationale. Après l'écoute de l'exposé du Premier ministre, les députés procéderont au débat général du plan d'action du gouvernement.

Par Meriem Benchaouia

Dans ce projet, la politique sociale occupe une place centrale à travers des mesures susceptibles d'assurer une vie digne au citoyen. Le gouvernement compte en premier lieu «consolider» le pouvoir d'achat du citoyen, en s'engageant à «révaloriser le salaire national minimum garanti (SNMG), afin d'assurer au citoyen un revenu décent».

A ce titre, le gouvernement engagera, à travers les mécanismes de concertation avec les différents acteurs et partenaires sociaux, la «détermination d'un nouveau SNMG permettant l'amélioration du pouvoir d'achat des citoyens et élaborera les textes nécessaires». Des mesures de défiscalisation seront également prises à l'endroit des bas revenus.

Concernant la prise en charge des populations vulnérables, il s'agira de «garantir la promotion et l'amélioration de la prise en charge des catégories vulnérables, en développant des mécanismes transparents assurant le ciblage optimal des véritables bénéficiaires, dans un cadre légal, et en impliquant le mouvement associatif».

Les actions du gouvernement visent, à cet effet, «la protection et la promotion des personnes aux besoins spécifiques et leur insertion dans la vie active, par l'adoption d'une approche intersectorielle et en collaboration avec le Conseil national des personnes à besoins spécifiques». Il en sera de même pour «la protection et le bien-être des personnes âgées dont l'intégration en milieu familial constitue une priorité visant à assurer la cohésion sociale», par l'encouragement de «la médiation familiale et



PH > D. R.

fournir une assistance pour la prise en charge des ascendants par leurs descendants et consolider les canaux de communication intergénérationnelle». La protection et la promotion de l'enfance et de l'adolescence, à travers les programmes de solidarité en vue de «préserver l'intérêt suprême de l'enfant et garantir son épanouissement», est également inscrite dans le plan d'action gouvernemental. Dans ce cadre, le gouvernement œuvrera à «consolider les mesures visant à développer les capacités de l'enfant et à promouvoir sa participation et assurer sa protection des mauvais traitements et des dangers physiques et moraux et de toute forme d'exploitation». Le plan vise, également, à «renforcer les mécanismes de placement en milieu familial et ce, à travers la promotion du système du recueil légal "kafala"», et à «promouvoir les programmes de solidarité destinés aux jeunes par une approche basée sur l'écoute de

leurs préoccupations, en impliquant les associations actives dans ce domaine (3 754 associations recensées)».

Consolidation du système de sécurité sociale et de retraite, action prioritaire du gouvernement

La préservation et la consolidation du système de sécurité sociale et de retraite sont, quant à elles, inscrites en tant qu'«action prioritaire du gouvernement», qui œuvrera à «élargissement de la base cotisante et à l'intégration progressive des personnes actives, occupées au niveau du secteur informel». Le cadre législatif et réglementaire de la lutte contre la fraude et le contrôle médical «sera renforcé et soutenu, notamment par la mise en place de la cartographie sur les pratiques d'évasion fiscale». Par ailleurs, le processus de contractualisation entre

les caisses de sécurité sociale et les établissements publics de santé sera engagé à travers «la généralisation de la phase test de facturation à blanc, avant l'entame progressive de la phase de facturation réelle». Au titre de la retraite, le gouvernement «encouragera la création de la branche retraite complémentaire au sein de la CNR et de la Casnos pour améliorer le pouvoir d'achat des retraités bénéficiaires et contribuer au redressement des équilibres financiers de la branche retraite». Concernant l'accès au logement, le gouvernement «reste déterminé à trouver les réponses idoines en garantissant l'accès du citoyen à un logement décent, selon des formules adaptées, en ciblant en priorité les ménages à faibles revenus». Dans ce cadre, il «s'engage à intensifier la production de logements, à mobiliser et à orienter plus efficacement les ressources financières nécessaires et à assurer l'équité et la justice sociale».

M. B.

Procès en appel de Toufik, Tartag, Hanoune et Said Bouteflika Le procureur requiert 20 ans de prison

Vingt ans de prison est la peine requise hier par le procureur militaire du tribunal de Blida contre les deux ex-patrons des renseignements, Mohamed Mediène dit Toufik, Bachir Tartag, la SG du PT, Louisa Hanoune et Said Bouteflika, frère et ex-conseiller spécial du président déchu, tous accusés de complot contre l'Etat et contre l'autorité de l'armée. Et ce, en attendant le verdict qui devait être prononcé dans la soirée d'hier.

Au deuxième jour du procès en appel du «quatuor» de Blida, le procureur près la cour d'appel militaire de Blida a en effet requis une peine de vingt ans de prison contre les quatre accusés de complot contre l'Etat et contre l'autorité de l'armée. Ainsi, après une première journée marquée par l'absence du général-major Bachir Tartag et par la comparu

tion du général Athmane Mediène et de Said Bouteflika, s'est poursuivi hier au tribunal militaire de Blida, le procès en appel des accusés dans l'affaire de complot contre l'autorité de l'Etat et de l'armée. Cette deuxième audience d'un procès qualifié d'«inédit», qui s'est également tenue à huis clos, a été consacrée «aux plaidoiries du collectif de défense et au réquisitoire du procureur de la République», tel que l'avait déclaré avant-hier à la presse Maître Farouk Ksentini, avocat du général Mohamed Mediène. De ce fait, à la suite de cette demande du procureur, les avocats de la défense ont entamé, à la reprise de la séance de l'après-midi, leurs plaidoiries en faveur de leurs clients respectifs. Rappelons qu'à l'ouverture du procès en appel, avant-hier, tous les accusés avaient comparu à

l'exception du général Athmane Tartag. A la barre, le général Toufik avait affirmé au tribunal qu'il était l'initiateur de la lutte contre la corruption lorsqu'il était à la tête du DRS. Quant à Said Bouteflika, ses avocats dirent que leur client s'est fermement défendu contre les accusations et la sentence retenues contre lui lors du premier procès de cette affaire.

Ainsi, à la sortie du tribunal militaire après la suspension de la séance de l'après-midi à 18 heures, les avocats des accusés ont refusé de faire des déclarations aux médias. Toutefois, certains se sont contentés de faire part de quelques bribes d'informations. C'est ainsi que M' Farouk Ksentini, un des avocats du général Toufik, s'est dit «confiant». «Les choses ont été on ne peut plus correctes. Les

débats ont été sereins, les questions posées correctement et les réponses l'ont été également. Aujourd'hui, il y a lieu d'être satisfaits», a-t-il déclaré à la presse. Pour sa part, M' Miloud Brahimi, avocat de Said Bouteflika et du général Mediène, enchaînera dans ce sens pour affirmer : «Cela s'est passé normalement. Ils se sont défendus. On attend demain» (ndrl : pour connaître le verdict). De son côté, Khaled Bourayou, membre du collectif de défense dans cette affaire, indiquera, sans plus de détails, que «Said Bouteflika et Louisa Hanoune ont été entendus dans l'après-midi» d'avant-hier. M' Khaled Berghel, autre avocat de la défense, a lui aussi affirmé qu'«aucun développement n'a été enregistré, à l'exception de ce qui est connu par l'opinion publique», refusant de donner

LA QUESTION DU JOUR

Des solutions africaines à des problèmes africains

Suite de la page une

Il y a tout lieu de penser que la crise libyenne serait déjà résolue si c'avait été à l'UA et non pas à l'ONU que fut confié le soin de la débrouiller. C'est précisément ce qu'elle était en train de faire en 2011 avant que l'agression franco-britannique, détournant une résolution du Conseil de sécurité, n'en décide autrement. Aujourd'hui encore, il est probable qu'elle fasse mieux que la mission onusienne, si d'aventure cette dernière est dessaisie du dossier à son profit. Ni la compétence ni la volonté d'aboutir de la mission dirigée par Ghassan Salamé ne sont évidemment en cause. Mais il appartient aux Africains de trouver des solutions africaines à des problèmes africains. Dans cette crise, le supplément d'âme qu'aurait apporté une médiation africaine aurait pu être décisif, ainsi que le laisse supposer l'accord trouvé en 2011, mais aussitôt saboté par le couple Sarkozy-Cameroun. Qui mieux que le continent ayant le plus souffert des guerres de tout genre est à même de trouver des issues à des différends mettant aux prises des Africains ? Or il n'y a pas que dans ce domaine que le continent est tenu de se prendre en charge, qu'il est condamné à compter en premier lieu sur lui-même. En matière de développement comme dans les guerres fratricides, il n'y a de salut qu'africain. Le continent de l'avenir, comme on l'appelle de plus en plus souvent de nos jours, ne le sera vraiment que dans la mesure où chaque pays du continent échangera davantage avec ses voisins qu'avec tout autre à travers le monde. Ce qui est la règle pour le reste du monde. A l'avenir, en plus du taux de croissance économique propre à chaque pays, on pourra mesurer le développement économique de l'ensemble à celui de l'intégration des économies africaines entre elles. Plus grand sera celui-ci, plus rapide sera le développement.

M. H.

d'avantage de détails sur le déroulement de l'audience. Pour mémoire, le tribunal militaire de Blida avait condamné, le 25 septembre dernier, Said Bouteflika, Mohamed Mediène, Athmane Tartag et Louisa Hanoune, à quinze ans de réclusion criminelle, pour «des faits commis dans une enceinte militaire qualifiés par la loi de crimes de complot ayant pour but de porter atteinte à l'autorité militaire et de complot contre l'autorité de l'Etat, faits prévus et réprimés respectivement par l'article 284 du code de la justice militaire et les articles 77 et 78 du code pénal».

L. N.

Viandes rouges et élevage

Une approche pilote pour développer la production locale

■ Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Cherif Omari, a mis l'accent, dimanche à Alger, sur l'impératif d'adopter une approche pilote concernant les activités de production de viandes rouges et systèmes d'élevage et d'aliments de bétail afin de changer la perception de l'Algérie en tant que marché de consommation en un véritable partenaire économique.

Par Ihsane G

«**L**a concrétisation de cette approche exige la création d'un climat de travail favorable et l'éradication de la bureaucratie qui pèse sur les investissements, et ce, à travers l'intensification des rencontres et de la concertation avec les intervenants des différentes filières agricoles», a indiqué M. Omari lors d'une réunion de concertation sur le développement et la promotion de la production des viandes rouges et l'amélioration de l'activité d'élevage. Dans le cadre de cette approche, le secteur s'emploiera à rationaliser les importations, notamment des produits finaux de viandes rouges, pour être complémentaire et limitée dans le temps. Le ministre a évoqué également la nécessité pour les éleveurs de s'organiser en coopératives et de coordonner avec les abattoirs implantés à travers le territoire national pour l'étude des coûts adéquats pour toutes les parties (abattoirs, éleveurs et consommateurs). Le secteur, a-t-il précisé, donnera, en cas de besoin d'importation, la priorité aux bétails vivants qui donnent une valeur ajoutée aux profession-



nels du domaine, tout en évitant l'importation de produits finaux de viandes rouges. «Si nous recourons à l'importation des produits finaux, comme mesure préventive, la valeur ajoutée réalisée sera exportée vers le même pays exportateur de ce produit», a-t-il expliqué. Il a, par ailleurs, appelé à la valorisation des unités de tannerie et de production de laine, notamment dans le Sud, en vue de créer de sources de revenus et exploiter cette richesse nationale dans d'autres industries de transformation. Mettant en exergue «la richesse du cheptel algérien ainsi que les structures modernes telles que les abattoirs qui nécessitent un suivi et une réflexion autour de leur exploitation au profit de l'éleveur et du marché local», le ministre a rappelé que l'Algérie possédait d'excellentes races offrant une viande de qualité très réputée qu'il faut valoriser en vue de l'exportation. Lors de cette rencontre, le ministre a mis en avant l'importance d'œuvrer à la disponibilité des fourrages dans les régions d'élevage et à l'organisation des pâturages, outre l'exploitation de l'alfa afin de créer des postes d'emploi. Il a affiché, dans ce sens, son encouragement à l'investisse-

ment dans la réalisation d'abattoirs au niveau des régions frontalières. Rappelant l'appui apporté à plusieurs filières, à l'image de l'ail, les pommes, l'orge et autres, le ministre a déclaré que les mesures de précaution seront maintenues même s'il s'agit de recourir à l'importation pour consolider le produit stratégique dans les zones d'extrême sud et des steppes. Evoquant les modes de financement, le ministre a rappelé les orientations du gouvernement dans le cadre de son Plan d'action, concernant la diversification des dispositifs de financement offrant aux agriculteurs et producteurs des options pour financer les investissements et la production lors des saisons agricoles. Les établissements financiers, dont les banques et compagnies d'assurance, sont là au service de l'agriculteur, a-t-il assuré. A ce propos, M. Omari a insisté sur l'importance d'accorder aux entreprises publiques et privées l'opportunité d'investir dans la production des matières premières au niveau local, avec l'ouverture de la voie aux entreprises étrangères désirant nouer des partenariats avec des investisseurs locaux afin de faire de l'Algérie une plateforme d'exportation vers l'Afrique et le reste du monde.

tation vers l'Afrique et le reste du monde.

Lutte contre la spéculation et orienter le soutien aux réels bénéficiaires

Pour sa part, le président du Conseil national interprofessionnel des viandes rouges, Miloud Bouadis, a proposé l'élaboration d'un Plan viande permettant la traçabilité de la distribution ainsi que la limitation de la transaction au cadre des coopératives entre éleveurs, gérants d'abattoirs et l'OIC, en vue de mettre fin à la spéculation. Il a plaidé, également, pour l'accompagnement par le législateur à travers la séparation entre taxes douanières appliquées, à l'importation de bétails destinés à l'élevage et l'engraissement et ceux destinés directement à l'abattage ainsi que le produit final de viandes rouges importé. De son côté, le Secrétaire général de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA) a affirmé que l'Union œuvrait à fournir les informations aux responsables du secteur agricole et à soumettre les rapports nécessaires pour assainir le secteur des «intrus et arnaqueurs» qui ne servent pas

le développement agricole. A ce titre, M. Dirmi a préconisé l'intensification du dialogue entre l'UNPA, le ministère et toutes les autres entreprises actives dans ce domaine, afin d'arrêter les préoccupations et renforcer les opérations de contrôle, de suivi et d'orientation des agriculteurs. Il a souligné, dans ce sens, la disponibilité de l'UNPA à travailler de concert avec le ministère en vue de mettre un terme aux «arnaqueurs», en fournissant des rapports et en signalant les dépassements et à soutenir, en parallèle, les vrais agriculteurs en demandant la satisfaction de leurs besoins à l'effet de développer la production locale, dans l'objectif de réduire les importations. «Il faut élaborer un cahier des charges et établir un accord entre les éleveurs et les abattoirs afin de protéger la marge bénéficiaire de chaque partie et de contribuer à la sédentarisation des agriculteurs dans leurs zones», a-t-il estimé, appelant à la création d'une coopérative dans chaque daïra. S'agissant de la hausse de prix des viandes, M. Dirmi a indiqué que c'est le résultat direct de la spéculation et de la concurrence des viandes importées au produit local, ajoutant qu'au final le citoyen et l'éleveur restent les seules victimes de ce cercle. Les mesures prises sont à même de contribuer à l'amélioration progressive de cette situation, a-t-il estimé. Pour sa part, le président de la Fédération nationale des éleveurs, Azaoui Djilali, a indiqué que la production jusqu'au mois en cours permettait de couvrir la demande durant le ramadhan et l'Aid El-Adha, évoquant la possibilité d'examiner l'exportation. Il a fait savoir, par ailleurs, que les revendications des éleveurs se limitaient au soutien en leur assurant la disponibilité et l'acheminement des fourrages aux zones d'élevage. Cette réunion a regroupé les directeurs des organes et des établissements économiques concernés (banques et compagnies d'assurance) et les représentants du Conseil national interprofessionnel de la filière viandes rouges (CNIFVR) et de la Fédération nationale des éleveurs ainsi que les directeurs d'Offices, de l'Union des paysans et de la Chambre nationale d'agriculture (CNA).

I. G/APS

Attaque-suicide contre un détachement de l'ANP à Timiaouine

Abdelaziz Djerad présente ses condoléances à la famille du soldat chahid

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a présenté ses condoléances au général-major, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire par intérim, et à la famille du soldat chahid victime de l'attaque qui a ciblé un détachement de l'ANP dans la zone frontalière de Timiaouine, à Bordj Badji Mokhtar, commise par un kamikaze à bord d'un véhicule

piégé. «C'est avec une grande affliction que le Premier ministre, M. Abdelaziz Djerad, a appris la nouvelle de la mort du héros Ben Adda Brahim, tombé en martyr, suite à l'attaque kamikaze abjecte ayant ciblé un détachement de l'Armée nationale populaire au niveau de la zone de Timiaouine, aux frontières algéro-maliennes», lit-on dans le communiqué des

services du Premier ministre. En cette douloureuse circonstance, poursuit le communiqué, M. Djerad présente «en son nom personnel et au nom du gouvernement, les condoléances les plus attristées à la famille du chahid et au général-major, chef d'état-major de l'ANP par intérim et à travers lui, les collègues du martyr, priant Allah le Tout-

Puissant d'entourer le défunt de sa Sainte miséricorde, de l'accueillir en Son vaste paradis, d'assister les siens et de leur accorder patience et réconfort», ajoute le communiqué. Le MDN avait indiqué dans un communiqué qu'un détachement de l'Armée nationale populaire avait été la cible d'un kamikaze à bord d'un véhicule tout-terrain piégé,

le 9 février 2020 à 10h50, dans la zone frontalière de Timiaouine, à Bordj Badji Mokhtar. Aussitôt identifié, le militaire chargé du contrôle de l'accès est parvenu à mettre en échec la tentative d'entrée en force du véhicule suspect, cependant le kamikaze a fait exploser son véhicule, causant le décès du militaire en faction, a précisé le MDN. R. N.

Pétrole

Les cours en baisse

■ Les prix du pétrole étaient en baisse hier, toujours affectés par les inquiétudes sur la demande chinoise et les attermoissements des membres de l'Opep+, le Brent touchant un plus bas depuis plus d'un an.

Par Malek M.

Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril valait 54,20 dollars à Londres, en baisse de 0,50% par rapport à la clôture de vendredi. A New York, le baril américain de WTI pour mars perdait 0,58%, à 50,03 dollars.

A la reprise de la cotation après la pause du week-end, le Brent a touché 53,63 dollars, soit un plus bas depuis le début du mois de janvier 2019. «Les prix du pétrole continuent d'évoluer à la baisse» du fait «des craintes pour la demande» de brut, a résumé Naeem Aslam, analyste. La Chine, premier consommateur du pétrole frappé par l'épidémie de coronavirus dont le dernier bilan fait état de plus de 40 000 personnes contaminées pour quelque 900 décès, ne connaissait lundi qu'un semblant de reprise du travail.

Le pays reste largement paralysé par la psychose de la pneumonie virale et plusieurs régions,



abritant des dizaines de millions d'habitants, restent soumises à des restrictions de déplacement.

Les membres de l'organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs alliés via l'accord

Opep+, dont la Russie, peinent à trouver une réponse à la fois consensuelle et adaptée au

ralentissement attendu de la consommation chinoise, ce qui pèse sur les prix. M. M./APS

Blé

Hausse des cours, à la veille d'un rapport américain

Les prix du blé étaient en hausse, hier à la mi-journée, à la veille d'un rapport mensuel sur le commerce mondial des céréales publié par le ministère américain de l'Agriculture (USDA). «Les opérateurs se montrent prudents avant le rapport USDA de demain. Autre facteur d'incertitude, les répercussions du coronavirus sur les flux de marchandises, et sur l'activité économique chinoise et ses conséquences sur l'économie mondiale», notait le cabinet Agritel dans une

note. Parmi les facteurs de soutien aux céréales, une compétitivité favorisée par la hausse du dollar face à l'euro, qui était à 1,0950 dollar, lundi à la mi-journée. Le blé français continue d'une manière générale de faire preuve de sa compétitivité sur la scène internationale, notamment face aux blés de la mer Noire. Dans ce contexte, après un chiffre élevé d'exportations vers les pays tiers en décembre affiché à 1,2 million de tonnes, «ce sont probablement deux à trois

nouveaux bateaux qui ont été contractualisés la semaine dernière vers la Chine», indiquait Agritel. Sur Euronext, la tonne de blé meunier progressait d'un euro sur l'échéance de mars à 194,25 euros et de 75 centimes pour l'échéance de mai à 192,75 euros, pour environ 12.500 lots échangés. La tonne de maïs, elle, reculait de 25 centimes, tant sur mars à 167,25 euros, que sur le contrat de juin à 172,25 euros, pour près de 300 lots échangés. Salem K.

Italie

La production industrielle en baisse de 1,3% en 2019

La production industrielle italienne a subi une baisse de 1,3% en 2019, le premier recul enregistré depuis 2014, a annoncé hier l'Institut national des statistiques (Istat).

En 2018, la production industrielle avait déjà enregistré un net ralentissement, avec une hausse de seulement 0,6%, contre +3,6% en 2017. En décembre, elle a diminué de 2,7% sur un mois. Sur un an et corrigée des effets de calendrier, le recul s'élève à 4,3%. Il s'agit du dixième mois de baisse consécutive. L'économie italienne est affectée par le ralentissement en Europe, les tensions commerciales entre la Chine, l'Europe et les

Etats-Unis, mais aussi par la prudence des entreprises qui investissent moins.

Le gouvernement italien et l'Istat tablent sur une hausse du PIB (Produit intérieur brut) de 0,6% cette année, après une progression de seulement 0,2% en 2019. La Commission européenne et le FMI sont plus pessimistes, prévoyant respectivement +0,4% et +0,5%.

L'Italie devrait connaître de nouveau la croissance la plus faible de la zone euro et de l'Union européenne. Secteur par secteur, en décembre sur un mois, la production a diminué dans tous les secteurs, que ce soit les biens intermédiaires (-2,8%), l'énergie et

les biens de consommation (-2,5% pour chacun) et les biens d'équipement (-2,3%). Sur un an, tous les secteurs sont aussi affectés, avec une chute très marquée pour les biens intermédiaires (-6,6%), l'énergie (-6%), les biens d'équipement (-4,7%) et moindre pour les biens de consommation (-0,8%). L'activité ayant connu la plus forte hausse sur un an est la fabrication d'ordinateurs et de produits électroniques (+5,3%) tandis que les baisses les plus importantes ont été enregistrées dans l'industrie (-10,4%) et la fabrication de coke et de produits pétroliers raffinés (-9,3%). N. T.

Changes

L'euro stable face au dollar

L'euro restait stable face au dollar hier, après être tombé la semaine dernière à un plus bas en quatre mois et dans un marché toujours attentif à l'évolution de l'épidémie de coronavirus. Vers 10h00 GMT, l'euro prenait 0,03% face au billet vert, à 1,0950 dollar. Vendredi, la devise européenne était tombée jusqu'à 1,0942 dollar, un niveau plus vu en quatre mois.

Selon Lee Hardman, analyste pour MUFG, la «relative attractivité» s'explique par «les inquiétudes grandissantes sur les perspectives de croissance en dehors des Etats-Unis», par «l'augmentation des probabilités d'une réélection du président Trump» et par

de «nouvelles preuves de la résilience de l'économie américaine». Vendredi, le rapport mensuel sur l'emploi américain a signalé que 225 000 emplois ont été créés au cours du premier mois de l'année 2020, un nombre bien supérieur aux projections des analystes (164 000).

Le taux de chômage a certes augmenté de 0,1 point à 3,6% mais cela s'explique par le fait que plus de 183 000 personnes sont revenues sur le marché de l'emploi. Il s'agit donc plutôt d'un signe de dynamisme.

La baisse de l'euro pourrait également avoir été alimentée par des facteurs spéculatifs, selon Ulrich Leuchtmann, analyste pour

Commerzbank. Selon lui, une fois tombé en dessous du seuil symbolique de 1,10 dollar, l'euro pourrait avoir été délaissé par les investisseurs.

Concernant l'épidémie de coronavirus, les marchés restaient vigilants. Si la stabilisation du nombre de nouveaux cas est un signal positif, la reprise – partielle – de l'activité en Chine avec son lot d'incertitudes incite à la prudence. «L'appétit pour le risque est en train de se manifester dans ce que je ne peux que qualifier de délicat exercice d'équilibre», a ainsi signalé Bethel Loh, analyste pour Think Markets.

Agences

Suisse

Inflation en hausse de 0,2% sur un an en janvier

L'INDICE des prix à la consommation en Suisse s'est accru de 0,2% sur un an en janvier, a annoncé hier l'office fédéral de la statistique (OFS), malgré un léger repli en rythme mensuel, sous l'effet des soldes. En janvier, l'indice des prix à la consommation, calculé sur une base 100 arrétée à décembre 2015, s'est établi à 101,5 points, ce qui correspond à une hausse de 0,2% par rapport à janvier 2019, a indiqué l'OFS dans un communiqué.

Les prix des produits et services locaux ont grimpé de 0,3% sur un an, les prix des produits importés reculant en revanche de -0,2%, a détaillé l'OFS. En rythme mensuel, les prix à la consommation ont toutefois enregistré une légère décre de -0,2% par rapport à décembre, principalement sous l'effet d'un recul dans l'habillement et des chaussures avec les soldes saisonnières. Sur le mois écoulé, les prix des médicaments ainsi que des forfaits de voyages à l'étranger ont également diminué. Les tarifs des nuitées hôtelières et les prix des voitures ont en revanche augmenté. En 2019, l'inflation en Suisse a ralenti, le renchérissement annuel moyen se chiffrant à 0,4%, selon les relevés de l'OFS publiés début janvier. L'année précédente, l'inflation s'était inscrite en hausse de 0,9% après une hausse de 0,5% en 2017 au terme de deux années successives de repli. R. E.

Réouverture du vieux lycée technique de Dellys à la prochaine rentrée scolaire

■ Le lycée «Larbi Ben M'hidi» de Dellys (Est de Boumerdès), plus connu sous le nom de «Dar L'hirfa», situé dans la basse Casbah de l'antique Dellys, sera rouvert à la prochaine rentrée scolaire, soit dès le parachèvement de l'opération de réhabilitation et restauration lancée, à son profit, en juillet dernier, a-t-on appris auprès de la directrice des équipements publics de la wilaya, Saliha Benhenaya.

Par Nassima A.

«**L**a réhabilitation de ce vieux lycée, fondé par les Français à la fin du 19^e siècle, est très complexe au vu de la dégradation avancée de ses structures, requérant des compétences avérées», a indiqué à l'APS M^{me} Benhenaya, en marge d'une visite de travail du wali Yahia Yahiatene, à un nombre de projets de développement dans la daïra de Dellys. Elle a signalé, à cet effet, la «sélection rigoureuse de deux entreprises spécialisées, pour la réalisation du projet, avec un accompagnement assuré par un bureau d'études». Les entreprises réalisatrices «se sont engagées à sa livraison, à la prochaine rentrée scolaire», a-t-elle assuré. «Le projet a été affecté d'une enveloppe de plus de 140 millions de DA», a-t-elle ajouté, déplorant la dégradation extrême de la bâtisse, due notamment aux facteurs temps et homme, conjugués aux séquelles du séisme du 21 mai

2003. Ces travaux de restauration, ayant nécessité la fermeture de cet établissement de renommée nationale, ayant formé de nombreux cadres de l'Etat, consisteront, entre autres, selon la même responsable, dans le confortement des piliers des différentes structures du bâtiment et de sa façade, outre la réhabilitation et réaménagement du bloc administratif et de ses ateliers, parallèlement à un mur de protection et des travaux pour mettre fin aux glissements de terrain menaçant la structure. Selon certaines sources historiques, ce monument éducatif historique de la ville de Dellys a été fondé par les Français en 1880, sous le nom de l'Ecole industrielle des colons. Ce nom fut transformé en Ecole professionnelle des colons en 1905, avant de changer, en 1912, pour s'appeler l'Ecole des arts et de l'industrie. Cette appellation fut ensuite changée en Ecole des arts et des métiers en 1949, avant de se transformer en Lycée de préparation du diplôme de technicien en 1961. L'établissement fut baptisé

du nom de «Larbi Ben M'hidi» le 10 mai 1976. A l'époque, cet établissement d'excellence assurait une formation résidentielle en langue anglaise (langue officielle de l'établissement) à des milliers d'étudiants nationaux, mais aussi étrangers, dans différentes spécialités scientifiques et techniques (mathématiques techniques, industrie mécanique, électricité technique, froid). Il fut transformé en lycée ordinaire, en 2005. Le wali de Boumerdes s'est rendu, à l'occasion, au niveau des chantiers de nombreux projets de développement, relatifs, entre autres à l'ouverture de voies rurales, le bitumage de routes, outre la réalisation et réhabilitation d'écoles primaires et de cantines scolaires, dans les communes de Dellys, Ben Choud et Afir. Il s'est, également, enquis de l'état d'avancement de projets de réseaux AEP, et de gaz naturel, ainsi que de projets de logements (habitat rural) et d'investissements privés.

N. A./APS



Ain Témouchent

Réception du projet d'aménagement de la zone industrielle de Tamazoura cette année

L a réception du projet d'aménagement de la zone industrielle de la commune de Tamazoura (Ain Témouchent) est prévue au courant de cette année, a-t-on appris auprès de la direction des travaux publics, chargée du suivi de l'opération. Le projet, qui connaît un taux d'avancement des travaux de

40%, a vu l'achèvement d'une grande partie de la réalisation des réseaux d'assainissement et d'évacuation des eaux pluviales, ainsi que l'approvisionnement en eau potable, a indiqué le directeur des travaux publics, Saïd Chaïb. Le projet, qui sera achevé définitivement avant la fin de l'année en cours, entamera prochainement une nouvelle étape, à

savoir de bitumage des axes routiers au sein de cette zone industrielle, a-t-il dit. Une enveloppe de 3,50 milliards de dinars a été dégagée pour cette opération d'aménagement par l'Agence nationale de médiation foncière. Les travaux de réalisation et leur suivi ont été confiés au secteur

des travaux publics de la wilaya, dans le cadre des procédures œuvrant à concrétiser le principe de décentralisation dans la réalisation de ces zones industrielles, a souligné le même responsable. Les travaux de réalisation ont été entamés au deuxième semestre 2018 et l'activité d'un nombre d'usines et d'unités de produc-

tion au sein de cette zone a quelque peu perturbé le taux d'avancement d'aménagement, notamment en ce qui concerne le réseau d'assainissement et le raccordement de ces unités, en plus d'autres obstacles qui ont été levés, a-t-on indiqué. Les autorités de la wilaya comptent sur la zone industrielle de la commune de Tamazoura, qui s'étale sur une superficie de 205 hectares à travers l'ensemble des projets lancés qui généreront quelque 8 000 postes d'emploi. Quelques projets sont entrés en phase d'exploitation au niveau de cette zone, à l'instar de l'usine de sidérurgie, l'usine de production de matériaux de construction et d'autres projets connaissant un taux d'avancement important dans leur réalisation, a-t-on fait savoir.

Samy T.

Batna

Mise en service de 40 équipements d'accès aux services de téléphonie et d'Internet

Un total de 40 équipements d'accès aux services de téléphonie et d'Internet ont été mis en service dans la wilaya de Batna au début de l'année en cours, apprend-on du responsable de la communication auprès de la direction opérationnelle d'Algérie Télécom (AT). Cette haute technologie a permis aux habitants de plusieurs localités, notamment les nouvelles agglomérations et localités enclavées, de bénéficier des services d'Idoom, à savoir la téléphonie fixe et l'ADSL, a indiqué Hichem El Ayadi. Dans ce contexte, 26 équipements d'une capacité de 7 688 points d'accès ont été mis en exploitation à travers plusieurs localités, dont Sadekk Chebchoub (ville de Batna), Karouma Saïd et Bayou

(Oued Taga), Lagrine (Ouled Fadhel) et Oughanim et Ouerga (Tigherghar), selon le même responsable. S'agissant de la modernisation du secteur, 14 équipements d'une capacité de 5 344 points d'accès ont été mis en marche à travers les cités de Berkane (Tazoult), 1 000 logements à Barika et El Kouachia,

Aïn Yagout et Rahbat (Ras El Ayoun) ainsi que la localité de Trig Taksient (Ngaous), a-t-on fait savoir de même source. Cette opération, réalisée dans le cadre d'un programme élaboré par la direction générale d'Algérie télécom concernant le développement et la modernisation des réseaux téléphoniques et d'inter-

net en Algérie, a concerné la mise en service de 12 112 points d'accès au début de l'année 2020, a assuré, M. El Ayadi. La mise en exploitation de plus de 40 équipements de ce genre, vient renforcer les 242 appareils similaires fonctionnels à travers la wilaya, a-t-il soutenu.

O. Y.

Khenchela

Augmentation «sensible» de la production d'olives

L a production d'olives a enregistré au titre de la saison agricole 2018-2019 à Khenchela une augmentation «sensible» de près de 43% comparativement à la saison précédente, apprend-on de la direction des services agricoles (DSA). Selon Imad-Eddine Mokdad, chef du bureau statistique de la DSA, la récente récolte d'olive a atteint

96 000 quintaux dont plus de 92 000 quintaux destinés à la production de l'huile d'olive et 2 844 quintaux à la consommation directe. La production de l'huile d'olive obtenue au niveau des cinq huileries locales a atteint 18.500 hectolitres, a ajouté Mokdad qui a expliqué l'évolution considérable de la récolte par l'extension de la surface des vergers

productifs et la bonne pluviométrie de l'année passée outre la politique de soutien public et de vulgarisation. Malgré l'augmentation de la production de l'huile d'olive, le prix du litre de cette huile a augmenté à 900 DA en raison de spéculation qui persiste sur le marché, est-il relevé.

R. R.

Règlement du conflit libyen

Le secrétaire général de la Ligue arabe désigne les priorités

■ *Le renforcement du cessez-le-feu et la conclusion d'accords permanents en Libye constituent pour la Ligue arabe des priorités dans la résolution du conflit dans ce pays, a déclaré Ahmed Aboul Gheit, secrétaire général de l'Organisation, intervenant lors d'un Sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba, en Éthiopie.*

Par Kamel L.

La Ligue arabe et l'Union africaine doivent coordonner leurs efforts pour désamorcer la crise en Libye, a souligné le secrétaire général de l'Organisation panarabe, Ahmed Aboul Gheit, dans la capitale éthiopienne où le 33^e Sommet de l'Union africaine (UA) a entamé ses travaux dimanche 9 février. «Le renforcement de l'actuelle trêve, l'enregistrement d'ententes permanentes de cessez-le-feu et le suivi de ce dernier, ainsi que l'arrêt de toutes les formes d'ingérence extérieure dans le problème libyen doivent constituer des priorités de ces efforts», a insisté le secrétaire général de la Ligue. Le dossier libyen s'est retrouvé au centre du sommet africain, qu'il s'agisse de l'initiative de cessez-le-feu en 2020, du problème des réfugiés ou des personnes déplacées internes.

La communauté internationale peine à régler la crise en Libye

Berlin a accueilli le 19 janvier une conférence internationale sur la Libye qui a associé plusieurs pays comme la Turquie et l'Égypte, ainsi que l'Union européenne et les Nations unies. Fayeze el-Sarraj, Chef du gouvernement d'union nationale (GNA), et Khalifa Haftar, commandant de l'Armée nationale libyenne (ANL), étaient aussi présents, sans qu'il y ait toutefois un dialogue direct entre ces deux der-



niers. Cette conférence berlinoise a débouché sur un appel au cessez-le-feu dans toute la Libye et aux puissances étrangères à ne pas s'ingérer dans le conflit en respectant notamment l'interdiction de livrer des armes aux belligérants.

On ne perçoit toujours pas de paix en Libye

Plusieurs pays membres de l'Otan, la France de Sarkozy en tête, ont attaqué la Libye en 2011. Une guerre civile en a suivi, le gouvernement de Mouammar Kadhafi a été renversé et il a été assassiné. Le pays s'est divisé. Le GNA de Fayeze el-Sarraj, soutenu par les Nations unies et l'Union européenne,

s'est installé à Tripoli, alors que dans l'est de la Libye siège un parlement élu par le peuple et appuyé par l'Armée nationale libyenne du maréchal Haftar. Le pays est toujours déchiré en plusieurs entités rivales.

Réunion des dirigeants africains pour examiner les propositions du CPS

Les dirigeants africains tiendront une deuxième réunion à huis clos pour examiner deux projets de décisions présentés par le Conseil de paix et sécurité de l'Union africaine (CPS) afin de venir à bout des crises en Libye et au Sahel, de sources proches de la réunion. Les dirigeants

devraient aussi débattre de la pertinence d'un déploiement d'une force militaire africaine pour combattre le terrorisme au Sahel, une idée qui a germé dès les premières discussions sur les actions entérinées samedi par le CPS pour mettre fin à ces conflits. Cependant, cette proposition pour le Sahel pourrait se heurter à l'«épineux» problème de financement, commentent les mêmes sources. «Le salut au Sahel passe forcément par la création d'une mission d'imposition de la paix, plutôt que de son maintien», confie à l'APS un ancien diplomate spécialiste des questions africaines, présent à Addis Abeba pour le sommet de l'UA. L'ancien diplomate donne comme exemple la mission de

l'Union africaine en Somalie (AMISOM), créée par le CPS en 2007 et approuvée ensuite par le Conseil de sécurité de l'ONU. La mission avait réussi à ramener un espoir de paix en Somalie, là où les forces étrangères ont échoué. Le CPS, réuni samedi en sommet à Addis Abeba, a entériné une série d'actions concrètes pour surveiller le cessez-le-feu en Libye et renforcer la lutte contre le terrorisme au Sahel. Les propositions comportent le déploiement d'une mission d'observateurs militaires africains pour surveiller le cessez-le-feu et établir le contact avec les parties libyennes dès que l'accord de cessation des hostilités sera signé. L'envoi de cette mission sera précédé d'un pré-déploiement qui sera assuré par une mission conjointe d'évaluation UA-ONU. Il s'agit également de créer un groupe de contact au niveau du Comité de haut niveau de l'UA sur la Libye pour surveiller les développements de manière régulière. Ce groupe devrait aussi agir comme bras opérationnel du Comité de haut niveau. Pour la région du Sahel, il est question de revitaliser tous les mécanismes existants, y compris le processus de Nouakchott et le CEMOC, de réitérer la demande au Conseil de sécurité de soumettre la force conjointe du G5 Sahel au chapitre VII de la charte des Nations Unies et de revoir le mandat de la Minusma afin de lui permettre de mener des opérations plus offensives dans la lutte contre le terrorisme. **K. L./agences**

Sahara occidental

Le président sahraoui s'entretient à Addis Abeba avec le SG de l'ONU

Le président Sahraoui, Brahim Ghali, a rencontré à Addis Abeba le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, avec lequel il a évoqué les perspectives du processus de paix au Sahara occidental. La rencontre

s'est tenue en marge du 33^e Sommet de l'Union africaine à la demande du secrétariat général de l'ONU, a-t-on appris de source sahraouie. Brahim Ghali a fait part au SG de l'ONU de la position sahraouie du règlement du

conflit, soulignant que le Front Polisario ne participera à aucun processus qui ne respecte pas le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination conformément aux résolutions du Conseil de sécurité et de

l'Assemblée générale de l'ONU. Ghali a également expliqué que les sahraouis ont perdu confiance dans le processus de paix parrainé par l'ONU et sa mission pour l'Organisation d'un référendum au Sahara occidental. De

son côté, le chef de l'ONU a réitéré l'engagement de l'organisation onusienne à faire avancer le processus de paix, exprimant l'espoir de nommer un envoyé personnel pour le Sahara occidental rapidement. Ont pris part à cette réunion : la secrétaire générale adjointe des Nations unies en affaires politiques et à la consolidation de la paix, M^{me} Rosemary Di Carlo, le secrétaire général adjoint des Nations unies en charge des opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix et la représentante spéciale du SG de l'ONU auprès de l'Union africaine et chef du bureau des Nations Unies auprès de l'UA, M^{me} Serwaa Tetteh. Du côté sahraoui, le président Ghali a été accompagné de la ministre de la coopération, M^{me} Fatma El Mahdi, du représentant du Front Polisario auprès de l'ONU, Sidi Mohamed Omar et du conseiller à la présidence sahraouie, Abdati Braika.

Boycott touristique de la Tunisie

Le député Hussein Jenayah recadre Meyer Habib

Sur son compte Facebook, le député Hussein Jenayah a réagi aux propos du député français Meyer Habib à travers lesquels il a appelé au boycott touristique de la Tunisie en raison de ses positions contre Israël. Dans un post Facebook, le député français Meyer Habib a appelé au boycott touristique de la Tunisie après que le président Kais Saïed ait demandé le lancement d'une enquête sur la participation non-autorisée d'un joueur franco-israélien à un tournoi international de tennis à Tunis. «Je suis né dans le secteur touristique. Mon grand-père, 96 ans, est l'un des bâtisseurs du secteur en Tunisie après l'indépendance, faut-il encore vous rappeler que la Tunisie est indépendante depuis 1956. Le tourisme, pilier déjà fissuré de l'économie

tunisienne, a toujours été une locomotive de rassemblement entre les peuples, les cultures, et les religions, faut-il encore vous rappeler que le ministre du Tourisme tunisien est juif et représente de fort belle manière et avec beaucoup de fierté son pays et sa religion là où il passe à l'intérieur du pays comme à l'étranger», a posté Hussein Jenayah. Et d'ajouter : «Le président tunisien quant à lui a été élu par 72% des Tunisiens, tous ne sont pas djihadistes je peux vous l'assurer Mr. le député, et jouit encore d'une côte de popularité dépassant les 50% selon tous les instituts de sondage y compris ceux que vous financez vous-même. C'est pour vous dire que le problème ne peut pas être de notre côté mais plutôt ailleurs. Lorsque la Tunisie est en train de pas-

ser par des périodes économiques et sociales difficiles depuis bientôt une dizaine d'années, personne n'a eu le courage nécessaire pour l'aider comme il se doit, tous, pays proches et institutions, en profitent pour donner des crédits exorbitants conditionnés par des mesures douloureuses et que nous sommes malheureusement obligés d'accepter devant des attentes hâtives et parfois démesurées des nôtres». «La Tunisie d'aujourd'hui, comme celle de Bourguiba, ne baissera jamais la tête à personne mais aura toujours sa main tendue à ses amis et à tous les bienfaiteurs du monde qui veulent l'aider à se relever et à aller de l'avant, dont j'espère vous en faites partie Mr. le député», a-t-il conclu.

Tuniswebdo

Sabiba O./APS



Crise en Allemagne

La dauphine désignée de Merkel jette l'éponge

■ La dauphine désignée d'Angela Merkel chez les conservateurs allemands a jeté l'éponge hier, tirant les leçons de la crise politique majeure ouverte autour de la question de possibles alliances entre droite modérée et extrême droite.

Par Rosa C.

Présidente depuis un peu plus d'un an seulement de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), Annegret Kramp-Karrenbauer a justifié sa décision surprise, lors d'une réunion interne, notamment par la tentation d'une frange du mouvement de coopérer avec le parti anti-migrants et anti-élites Alternative pour l'Allemagne (AfD). Elle a expliqué qu'«une partie de la CDU a une relation non clarifiée avec l'AfD», alors qu'elle même rejette clairement toute alliance, a indiqué à l'AFP une source proche du mouvement. Le mouvement est en effet tiraillé entre adversaires et partisans d'une coopération

avec l'extrême droite, notamment dans l'ex-RDA où cette dernière est très forte et complique la formation de majorités. M^{me} Kramp-Karrenbauer, surnommée par ses initiales AKK, est donc la principale victime politique à ce jour du séisme provoqué la semaine dernière par la décision d'élus régionaux CDU, en Thuringe, de mêler leurs voix à celles de l'AfD, pour élire un nouveau dirigeant de cet État. L'affaire a tourné au scandale national car non seulement ces élus se sont affranchis des consignes générales données par le parti d'Angela Merkel, mais ils ont de ce fait brisé un tabou dans l'histoire politique allemande d'après-guerre: le refus de toute coopération avec l'extrême droite de la part des autres partis

traditionnels. Accusée depuis plusieurs jours de ne pas tenir ses troupes, la présidente de l'Union chrétienne-démocrate en a tiré les conséquences. Elle a fait savoir aux membres de sa direction réunis à huis clos qu'elle «n'a pas pour objectif d'être candidate à la chancellerie allemande». Alors qu'elle était jusqu'ici considérée comme la dauphine désignée d'Angela Merkel en vue des prochaines élections législatives prévues au plus tard fin 2021. AKK a aussi indiqué qu'elle renoncerait dans les mois qui viennent à la présidence du parti, avec ce qui ressemble au passage à une pique à l'égard de sa mentor Angela Merkel. Elle a en effet estimé qu'à ses yeux la chancellerie, la candidature à la chancellerie et la présidence du parti devaient «clairement» aller de pair. Une manière de signifier qu'Angela Merkel commit un erreur fin 2018 en décidant de rester à la chancellerie mais d'abandonner la présidence du parti, pour la confier à AKK. Angela Merkel avait à l'époque renoncé à la présidence de la CDU en raison de son impopularité croissante suite à une série de revers électoraux et à la progression de l'extrême droite. Mais, sans la chancellerie, AKK n'a jamais réussi à s'imposer, malgré sa nomination ultérieure au gouvernement comme ministre de la Défense pour lui donner davantage de profil politique avec un portefeuille régali-



PH. > D. R.

lien. «AKK va organiser cet été le processus de sélection de la candidature à la chancellerie», a indiqué la source proche de la CDU à l'AFP. «Elle va continuer à préparer le parti pour affronter l'avenir et ensuite abandonner la présidence», a-t-elle dit. Elle doit en revanche conserver son poste de ministre de la Défense. Son retrait rebat les cartes pour la succession à Angela Merkel, au pouvoir depuis 2005 mais dont le dernier mandat débuté au printemps 2018 est marqué par une suite de crises et de tensions, tant au sein de son gouvernement de coalition avec les sociaux-démocrates qu'à l'inté-

rieur de son parti. Le départ annoncé d'AKK laisse notamment le champ libre à la CDU à son grand rival, également ennemi juré d'Angela Merkel: Friedrich Merz. Tenant d'un coup de barre à droite pour récupérer une partie des électeurs partis pour l'AfD – après le cap centriste mené par Angela Merkel au pouvoir ces dernières années – ce dernier n'avait déjà été battu que d'un cheveu pour la présidence du parti en décembre 2018. Il vient récemment de renoncer à son emploi controversé pour un fonds d'investissement et de se dire disponible. R. C.



Commentaire

Clichés

Par Fouzia Mahmoudi

À chaque élection présidentielle, le même problème ressurgit pour le Rassemblement national, le manque de fonds pour faire une campagne digne de ce nom. Or, les banques françaises refusent depuis plusieurs années déjà de laisser le parti de Marine Le Pen emprunter les sommes nécessaires à ses dépenses de campagne, menant la présidente du parti d'extrême, une fois de plus, à compter sur la générosité de ses supporters. Ce samedi, la présidente du Rassemblement national a ainsi annoncé le lancement imminent d'une nouvelle opération d'emprunt pour financer ses campagnes électorales. Actuellement, le mouvement est sommé par la Russie de rembourser plus de 9 millions d'euros. «Nous allons lancer une démarche de prêt pour financer nos campagnes», a annoncé à la presse Marine Le Pen en déplacement sur le marché de Saint-André-de-Cubzac, en Gironde, territoire appauvri qui a vu s'enflammer la colère des «gilets jaunes» au plus fort de la mobilisation. Le vice-président du RN, Jordan Bardella, avait déjà évoqué vendredi cette éventualité alors que le parti, englué de longue date dans des difficultés financières, est convoqué le 2 juin devant une juridiction russe pour le non-remboursement d'un prêt de 9,14 millions d'euros. «Nous allons le rembourser, ne vous en inquiétez pas», a assuré ensuite Marine Le Pen lors d'une conférence de presse à Cavignac pour présenter son soutien à une trentaine de listes RN ou apparentées en Gironde, en cours de constitution pour les municipales dans ce département où elle espère «créer la surprise» et remporter «quelques villes». La présidente du RN a précisé que le lancement de cet emprunt, «dans les jours qui viennent», n'était pas lié au remboursement de cette créance, mais permettrait «notamment» de financer les campagnes électorales. «À partir du moment où le gouvernement se refuse à mettre en place une banque de la démocratie, nous allons construire notre propre banque de la démocratie», a-t-elle fait valoir lors de son déplacement. Portée par François Bayrou lorsqu'il avait été brièvement garde des Sceaux en 2017, l'idée d'une «banque de la démocratie» avait été enterrée par le gouvernement mi-2018 au motif notamment des problèmes de neutralité que poserait l'immixtion de l'État dans le financement des partis. «Nous allons donc effectivement dire aux Français: "Puisque vous êtes attachés à la liberté des partis [...], c'est vous qui allez prêter aux mouvements politiques en vous substituant à ce qui est normalement le travail des banques"», a-t-elle ajouté. Au printemps 2019, à la veille des élections européennes, le parti de Marine Le Pen avait déjà lancé un «emprunt patriotique», qui avait permis de lever 4 millions d'euros, pour faire face au refus des banques de lui prêter de l'argent. Pourtant, malgré les réticences des banques françaises, tous les sondages sont aujourd'hui favorables au RN et à ses candidats pour les municipales d'abord puis pour les élections présidentielles de 2022, mettant une fois encore l'inadéquation de certaines institutions avec les réalités du terrain ou l'ex-Front national continue, qu'elles le veuillent ou non, de conquérir un électorat toujours plus large et plus diversifié, loin des clichés des vieux électeurs racistes et xénophobes des années 80, auxquels pourtant le RN et ses composants continuent à être sans cesse renvoyés. F. M.

Russie

Incessante et mystérieuse, une vague d'alertes à la bombe mine Moscou

Depuis plus de deux mois, la capitale russe subit les assauts d'une vague de fausses alertes à la bombe qui perturbent administrations, écoles et entreprises, sous le regard impuissant d'autorités largement silencieuses. Ces menaces mensongères ont touché plusieurs villes de Russie, mais c'est à Moscou, où jusqu'à 16 millions de personnes vivent et se déplacent chaque jour, qu'elles ont été les plus nombreuses, atteignant parfois mille alertes quotidiennes. Dans la capitale, elles ont forcé l'évacuation de plus de 1,6 million de personnes depuis le 28 novembre, selon l'agence de presse privée Interfax, seul média à donner une estimation officielle. «On ne compte plus toutes les fois où c'est arrivé», soupire Ioulia Olchanskaja, une fonctionnaire moscovite qui rapporte qu'en décembre, l'école de sa fille, Maria, était évacuée «parfois plusieurs fois par jour». «Des cours étaient annulés et reportés, mais ces jours-là aussi il y avait des évacuations», raconte à l'AFP l'adolescente de 13 ans. Même fatigue pour Ioulia Grebentchenko, une autre maman moscovite. Sa fille a

été évacuée 13 fois depuis début décembre. «Des parents ont embauché un maître-chien pour vérifier plus vite l'école car on ne sait jamais combien de temps mettront les équipes cynophiles», indique cette employée administrative. A chaque alerte, le procédé est identique: des emails indiquant la présence d'une bombe sont envoyés par des expéditeurs intracables à des entreprises et établissements publics que la loi oblige à inspecter ou à évacuer. Rien que le 5 février, une source «informée» a fait état à Interfax de 1 500 lieux concernés à Moscou: la cathédrale du Christ-Sauveur, une trentaine de tribunaux, 150 lieux d'enseignement, 232 stations de métros, une quinzaine d'établissements médicaux, 75 piscines, une cinquantaine de centres commerciaux... «Je viens de perdre plusieurs heures de travail», se plaint Sergueï, un défenseur des droits LGBT rencontré jeudi devant le tribunal moscovite Basmany, fraîchement évacué. Le coût des opérations n'a pas été estimé mais, vu l'ampleur du phénomène, il est probablement important. En 2017, une précédente vague d'alertes à la bombe, lan-

cées par téléphone, avait fait plusieurs millions d'euros de dégâts, selon des responsables russes. Cette fois, les autorités ne disent rien, ou presque. Ce n'est que fin janvier que des communiqués lapidaires des services de sécurité, le FSB, et du gendarme des télécommunications, Roskomnadzor, ont annoncé le blocage de deux services d'emails cryptés basés à l'étranger et utilisés pour l'envoi de fausses alertes. Aucune piste ou mobile n'est présenté, aucun suspect n'est évoqué. Et il n'y a ni mise en garde, ni message rassurant au public, malgré les perturbations évidentes. Sur les réseaux sociaux et dans quelques médias indépendants, on en apprend un peu plus, en particulier la piste d'un mystérieux chantage aux Bitcoins, la célèbre monnaie virtuelle. A Saint-Pétersbourg, le service de presse des tribunaux a ainsi publié le texte d'une fausse alerte réclamant 120 bitcoins (1,07 million d'euros au taux actuel) qui auraient été dérobés par le milliardaire russe Konstantin Malofeiev sur la plate-forme de cryptomonnaies WEX, aujourd'hui disparue.

Cinéma

«Parasite» rafle quatre Oscars

■ Le premier film sud-coréen récompensé à Los Angeles par l'Academy of Motion Picture Arts and Sciences a raflé, dimanche soir, l'Oscar du meilleur film, ainsi que ceux du réalisateur, du film international et du scénario original. Ce long métrage intitulé "Parasite" est une satire cruelle sur le gouffre entre classes sociales.

Par Abia Selles

La 92^e cérémonie des Oscars a vu triompher, dimanche soir, «Parasite», de Bong Joon-ho, le premier film sud-coréen récompensé à Los Angeles par l'Academy of Motion Picture Arts and Sciences. Ce thriller a raflé quatre Oscars : ceux du meilleur film, réalisateur, film international, ainsi que scénario original.

«Parasite», satire cruelle sur le gouffre entre classes sociales, avait déjà été récompensé par la Palme d'or au 72^e Festival de Cannes, puis le Golden Globe du meilleur film en langue étrangère. «Merci, je vais boire jusqu'au matin», a déclaré Bong Joon-ho en acceptant la récompense de meilleur réalisateur.

Pour les experts, c'est un énorme coup de théâtre : «1917», de Sam Mendes, partait favori de la compétition. L'audacieux film de guerre britannique a toutefois remporté trois prix techniques, que sont le mixage son, les effets spéciaux et la cinématographie.

Moins surprenant, les prix attribués aux acteurs sont la copie conforme de ceux décernés lors des Golden Globes. Ainsi, Joaquin Phoenix a été sacré pour le rôle principal dans le film controversé «Joker», de Todd Phillips. C'est le premier



Oscar pour le comédien de 45 ans qui avait déjà été nommé trois fois précédemment, dont deux fois pour un rôle principal.

C'est également la consécration pour Renée Zellweger, qui a été désignée meilleure actrice

pour son incarnation de la légende de Hollywood Judy Garland, dans le film «Judy» de Rupert Goold. Brad Pitt et Laura Dern ont été sacrés meilleurs seconds rôles. Avec son rôle de cascadeur tranquille dans «Once Upon

a Time... in Hollywood», de Quentin Tarantino, Brad Pitt l'a emporté face aux vétérans Al Pacino et Joe Pesci («The Irishman»), Anthony Hopkins et Tom Hanks. Le film de Quentin Tarantino a également obtenu le

prix du meilleur décor.

Laura Dern a été récompensée pour son rôle d'avocate impitoyable dans «Marriage Story», du réalisateur Noah Baumbach.

Réalisé par Julia Reichert et Steven Bogner, «American Factory» a reçu, lui, le prix du meilleur documentaire.

Le long métrage du studio Pixar (Disney) «Toy Story 4», réalisé par Josh Cooley, s'est vu décerner l'Oscar du meilleur film d'animation. Une déception pour «J'ai perdu mon corps» de Jérémy Clapin.

«The Neighbors Window», de Marshall Curry, obtient le prix du meilleur court-métrage, quand «Hair Love», de Matthew A. Cherry et Bruce W. Smith, reçoit celui du court-métrage d'animation et «Learning to Skateboard in a Warzone» (If You're a Girl), de Carol Dysinger, celui du court-métrage documentaire.

La bande originale de «Joker» décroche l'Oscar de la meilleure musique originale, (l'm Gonna) Love Me Again, dans le film «Rocketman», est sacrée comme meilleure chanson. Côté scénario adapté, c'est «Jojo Rabbit», de Taika Waititi, qui a été primé.

Dans les catégories plus techniques, «Les filles du docteur March», de Greta Gerwig, décroche le prix pour les meilleurs costumes ; «Le Mans 6», de James Mangold, celui pour le montage son et le montage ; «Scandale» (Bombshell), de Jay Roach, celui pour le maquillage et coiffure.

A. S. et Agence

Distribution cinématographique en Algérie

La récupération des salles de cinéma est une priorité

Producteurs et professionnels du cinéma ont appelé, dimanche à Alger, à la récupération des salles de cinéma par le ministère de la Culture et à exploiter ces dernières pour assurer la distribution des films, maillon faible de la production cinématographique.

S'exprimant lors d'un rencontre sur la production et la distribution, organisée par le ministère de la Culture et présidée par le secrétaire d'Etat chargé de l'Industrie cinématographique Bachir Youcef Sehairi, plusieurs producteurs ont soulevé une

«absence totale de distribution et de promotion de la production algérienne» qui reste inconnue du grand public. Plusieurs participants ont évoqué la nécessité pour le ministère de la Culture de «récupérer les nombreuses salles de cinéma gérées par les collectivités locales et celles détournées de leur vocation» et de mettre en place un programme de distribution pour «aller vers le public» et pouvoir développer une industrie cinématographique «rentable». D'autres professionnels ont pour leur part proposé différentes solutions au financement des films,

regrettant que «les avantages fiscaux et sociaux accordés par la loi» aux nouvelles entreprises de production et aux opérateurs économiques sponsorisant des œuvres «ne soient pas appliqués». Ces cinéastes ont également regretté «les procédures administratives et bureaucratiques lourdes obligatoires aux processus de production à l'instar des autorisations de tournages», tout en demandant une «révision du statut administratif» de ces entreprises et le soutien des jeunes producteurs des villes de l'intérieur du pays. Cette première

rencontre s'est cependant déroulée «en l'absence de grands noms du cinéma algérien», regrettent les participants. Lors de son allocution d'ouverture, le secrétaire d'Etat chargé de l'Industrie cinématographique, Bachir Youcef Sehairi, a indiqué qu'il «existe aujourd'hui une volonté politique pour développer le cinéma, concrétisée par la création de ce secrétariat d'Etat», précisant que ce dernier œuvre à «trouver des solutions au problème de récupération et d'exploitation des salles de projection». F. H.

Youcef Oughlissi, lauréat du prix de la créativité poétique

Le poète honoré à Constantine

Le récent lauréat du prix de la créativité poétique de la Fondation Abdelaziz-Saoud-El-Babidine, le professeur en critique littéraire Youcef Oughlissi, a été honoré, dimanche, lors d'une cérémonie organisée à la bibliothèque principale de lecture publique «Mustapha-Natour» de Constantine. Entouré d'hommes de lettres, d'amoureux du verbe mais aussi de ses étudiants, Youcef Oughlissi a eu droit un vibrant hommage de la part de la direction de cet établissement culturel pour avoir reçu le très

prestigieux prix El Babidine de la créativité poétique dans le domaine de la critique pour ses travaux de recherche sur «Analyse thématique du discours poétique».

Remerciant toutes les personnes ayant contribué à l'organisation de cet hommage, Oughlissi a en outre rappelé les différentes étapes de son parcours avant de revenir sur la genèse de son ouvrage «Analyse thématique du discours poétique», paru une première fois en 2007 à l'occasion de la manifes-

tation «Alger, capitale de la culture arabe», avant d'être réédité et perfectionné plus d'une décennie plus tard. «Je suis très fier en tant qu'Algérien d'avoir réussi à décrocher le prix El Babidine 2020, cela dépasse tous mes rêves les plus fous, moi qui enfant je n'avais qu'un seul souhait c'était de devenir un enseignant au primaire», a-t-il avoué. La directrice de bibliothèque principale de lecture publique «Mustapha-Natour» de Constantine, Ouafia Derouaz, a affirmé que cet hommage à l'une

des sommités de la littérature et de la poésie inaugure des plus belles manières le programme établi par cet établissement pour cette semaine. Elle a ainsi révélé qu'en plus de l'exposition mettant à l'honneur la maison d'édition «Dar El Baha» du 9 au 13 de ce mois, la bibliothèque principale de lecture publique de Constantine va recevoir lundi (hier) l'homme de lettres Abdallah Hamadi pour une séance de vente-dédicace de son ouvrage étude du magazine «Houna El Djazayer». R. C.

AGEND'ART

Galerie d'Arts de l'hôtel Sofitel (El-Hamma, Alger)
Jusqu'au 15 février :
Exposition de photographies «Sur la route de Sefar, la ville énigme de l'histoire» de Omar Dib.
Siège de la Fondation Ahmed et Rabah-Asselah
Jusqu'au 18 février :
Exposition collective d'arts plastiques «Un rêve... trois regards», avec l'architecte Chafa Ouzani (Béjaïa), les artistes plasticiens Djamel Talbi (Tizi-Ouzou) et Mourad Abdelaoui (Ain Beïda).
Ezzouar'Art Galerie
Jusqu'au 12 février :
Exposition «Errances» d'Amal Dekar.
Centre commercial festival city (Batna)
Jusqu'au 14 février :
4^e édition du Salon national du livre.
Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi (Alger)
Samedi 22 février :
Concert par l'artiste Zahia Benzengli, intitulé «Mosaïque andalouse». Un programme riche en poèmes et mélodies du patrimoine andalou et ses dérivés.



Lutte/Championnat d'Afrique

L'EN décroche 75 médailles dont 22 en or

LES SÉLECTIONS algériennes des luttes associées, avec une moisson de 75 médailles (22 or, 30 argent et 23 en bronze), ont décroché la deuxième place par équipe, dimanche à l'issue de la sixième et dernière journée des Championnats d'Afrique cadets, juniors, seniors et féminine, organisés du 4 au 9 février à la Coupole du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf d'Alger. La sixième et dernière journée a permis à l'Algérie de terminer ce rendez-vous africain en apothéose, grâce à la prestation des athlètes de la lutte libre (seniors) qui ont raté neuf médailles (3 or, 2 argent et 4 en bronze). Les médailles d'or algériennes ont été l'œuvre de Kharbache Abdelhak (57 kg), Abdelghani Benatallah (61 kg) et Mohamed Farj (62 kg), alors que les médailles d'argent ont été décrochées par Ishak Boukhors (74 kg) et Djahid Berrahal (125 kg). Amar Laïssaoui (65 kg), Ibrahim Mokhtari (70 kg), Mohamed Boudraa (79 kg) et Fateh Benferdjellah (86 kg) ont décroché le bronze. Les sélections algériennes avaient débuté le rendez-vous africain d'Alger avec les épreuves des cadets qui ont été sacrés en lutte gréco-romaine avec neuf médailles (3 or, 2 argent et 4 en bronze), devançant au classement général leurs homologues égyptiens et tunisiens. En lutte libre, les Algériens ont terminé à la 2^e place avec huit médailles (1 or, 4 argent et 3 en bronze), derrière l'Égypte qui a dominé les finales avec huit médailles d'or. Les cadettes algériennes ont également pris la première place par équipes à la surprise générale, en décrochant dix médailles (3 or, 5 en argent et 2 en bronze), devant les Tunisiennes avec neuf médailles et les Égyptiennes (5 médailles). Chez les juniors, l'Algérie a décroché la 2^e place par équipe en lutte libre (10 médailles dont 2 en or) et en lutte gréco-romaine (neuf médailles dont 4 en or), alors que les filles ont terminé à la 3^e place avec un total de huit médailles (4 en argent et 4 en bronze).

Les seniors de la lutte gréco-romaine héroïques

Les moments forts de ce rendez-vous de la lutte africaine ont été marqués par les Algériens de la gréco-romaine qui ont fait vibrer le public de la Coupole du complexe olympique, venu nombreux assister aux finales. Devant des adversaires égyptiens très redoutables dans ce style, les coéquipiers de Sid Azara Bachir ont répondu présents, en allant chercher avec brio la première place par équipes avec un total de dix médailles (6 or, 2 argent et 2 en bronze). Les six médailles d'or algériennes ont été décrochées par Abdelkrim Fergat (55 kg), Abdeljebbar Djebbari (63 kg), Abdelkrim Ouakali (77 kg), Chawky Doulache (82 kg), Sid Azara Bachir (87 kg) et Adem Boudjemline. «*Nous sommes très satisfaits des résultats obtenus par nos lutteurs dans toutes les catégories, notamment les seniors de la gréco-romaine qui ont été sacrés haut la main devant les Égyptiens.*

*Nous avons très bien préparé ce rendez-vous africain et de l'avis de tous les chefs de délégations présents à Alger, le pari est plus que réussi», a déclaré Rabah Chebbah, président de la Fédération algérienne des luttes associées (FALA). Les lutteurs de la gréco-romaine ont confirmé une nouvelle fois leur suprématie dans ce style très complexe qui demande beaucoup d'efforts physiques et de préparation. «*Nous avons donné tous les moyens en matière de préparation que ce soit ici à Alger ou à l'étranger. Aujourd'hui, notre travail a donné ses fruits avec la consécration de nos lutteurs chez les cadets et cadettes ainsi que les seniors de la gréco-romaine. C'est une belle chose pour nos athlètes qui ont amélioré leur classement par rapport à la dernière édition à Hammamet en Tunisie. Maintenant ils vont reprendre le travail en vue du tournoi qualificatif aux JO-2020 qui aura lieu le mois de mars à El Jadida au Maroc», a ajouté Chebbah.**

Karaté-do/Championnats d'Afrique

La sélection remporte 20 médailles



LES KARATÉKAS algériens ont bouclé leur participation aux Championnats d'Afrique (juniors, seniors) clôturés dimanche à Tanger (Maroc), avec une moisson de 20 médailles (9 or, 4 argent et 7 bronze), terminant ainsi à la 3^e place du classement général. Les seniors algériens ont remporté six médailles d'or et qui sont l'œuvre de Hadj Said Kamilia (kata), Widad Draou (kumité/-55kg), Loubna Mekdas (kumité/+68kg), Hocine Daikhi (Kumité/+84 kg), la sélection masculine de kumité et la sélection

féminine de Kata, tandis que les breloques des juniors ont été remportées par Cylia Ouiken (kumité/-48 kg), Louiza Abouriche (Kumité/-53 kg) et Ayoub Anis Helassa (Kumité/-55 kg). Concernant les médailles d'argent, la karatéka Lamya Matoub (kumité/-68 kg) et la sélection masculine de Kata se sont distinguées en seniors, alors que les deux autres sont revenues aux juniors Ines Abid (kumité / +59 kg) et Yanis Tas (kumité / -61 kg). Les médailles de bronze ont été remportées par les seniors Imen Taleb (kumité/-50 kg), Chaïma Midi (kumité/-61 kg), Mouad Ouites (Kata), Yanis Lardjane (kumité /-75 kg) et Anis Samy Brahimi (kumité/-84 kg) et par deux autres juniors.

Coupe arabe des clubs (1/4 de finale retour)/ Raja Casablanca 0-MC Alger 1

Le «Doyen» éliminé mais orgueilleux

■ Le MC Alger a présenté un très beau visage lors de la manche retour des quarts de finale de la Coupe arabe des clubs, face au Raja Casablanca au Maroc, en s'imposant sur le score de (1/0), même si ce résultat ne lui permet pas de passer en demi-finale, après la défaite à l'aller au stade Tchaker de Blida sur le score de (2/1).



Les Vert et Rouge ont réussi un match exceptionnel

Par Mahfoud M.

Les poulains de Mekhazni, qui a coaché l'équipe pour la dernière fois en raison de l'arrivée de Neghiz, se sont donnés à fond lors de cette rencontre et ont tout fait pour remonter le score de l'aller. Même s'ils savaient qu'ils allaient faire face à une très bonne équipe du Raja, cela ne les a pas empêchés de «batailler» sur le terrain, dans l'espoir de réussir l'exploit de se qualifier au dernier carré. Il faut savoir que les Vert et Rouge ont su gérer la rencontre et ont bien quadrillé leur surface de jeu en

ne laissant rien passer, malgré les assauts répétés des Marocains qui ont tout fait pour tromper la vigilance du gardien Chaâl, qui a ensuite laissé sa place à Toul après avoir été blessé. Les gars du Doyen se sont, ensuite, de leur côté, lancés dans des attaques répétées et c'est grâce à l'une d'elles qu'ils arriveront à ouvrir la marque à la 37^e par l'intermédiaire de Friouri sur penalty après fauchage de Nekkache par le portier du Raja, Zaneti. Les gars du Raja se sont donnés à fond en seconde période et ont tenté d'égaliser, mais ils ont fait face à une défense solide qui ne se laissait pas faire. Le

Mouloudia avait eu l'occasion d'égaliser à la 89^e minute par Nekkache qui recevait une belle passe de Hachoud, mais le gardien de la formation «rajouie» était bien placé et annihilé cette occasion. Le match se termine sur le score d'un but à zéro en faveur du MCA qui était insuffisant pour arracher le billet qualificatif pour les demi-finales. «*Mes joueurs n'ont pas démerité et ont bien appliqué les consignes disant qu'il fallait gérer la rencontre intelligemment»,* affirmera le coach Mekhazni à la fin de la rencontre, n'omettant pas de féliciter le Raja pour la qualification.

M. M.

Ligue 1 (17^e journée)

L'USB et la JSK se contentent du nul

LIUS Biskra et la JS Kabylie ont fait match nul (1-1), mi-temps (0-1) en match décalé de la 17^e journée du championnat de Ligue 1 de football, joué dimanche à Biskra. La JSK a ouvert le score par Rida Bensayah (45+3) avant que l'USB n'égalise à la 72^e minute

par Benrezoug. Ce nul permet aux «Canaris» de s'installer seuls à la 2^e place avec un total de 28 points, à cinq longueurs du leader, le CR Belouizdad, alors que l'US Biskra (15 pts) s'enfoncé davantage en restant 15^e et dernière en compagnie du NA Hussein-Dey. La formation bis-

kria a évolué à 10 joueurs depuis la 45^e minute suite à l'expulsion du défenseur Tarek Adouane. La 17^e journée a, rappelle-t-on, débuté samedi, alors que le match MC Alger-Paradou AC a été reporté à une date ultérieure en raison de la participation du MCA en Coupe arabe des clubs.

Judo/Grand Slam de Paris (2^e journée)

Asselah a joué de malchance

Sonia Asselah, la dernière des dix judokas algériens engagés dans le Grand Slam de Paris, a raté l'exploit de se qualifier pour le dernier carré de cette prestigieuse compétition internationale, après avoir échoué en finale de la poule A, dimanche contre la Portugaise Rochele Nunes. Après avoir remporté deux combats, l'Algérienne devait enchaîner avec la Portugaise pour atteindre les demi-finales et combattre ainsi au moins pour le bronze, mais

elle a finalement échoué. Asselah peut néanmoins se targuer d'avoir réussi le meilleur parcours algérien à Paris, car ses neuf compatriotes engagés dans ce Grand Slam 2020 ont tous connu des éliminations précoces, à commencer par Hadjer Mecerrem (-48 kg), Faïza Aïssahine (-52 kg), Meriem Moussa (-52 kg), Yamina Halata (-57 kg), Mohamed Rebahi (-60 kg) et Lyès Bouyacoub (-100 kg), tous sortis dès le premier tour. Seuls Amina Belkadi (-63

kg), Boubekeur Rebahi (-66 kg) et Abderrahmane Benamadi (-90 kg) ont réussi à franchir le premier tour, avant d'échouer au suivant. Au total, 683 judokas (407 messieurs et 276 dames), représentant 115 pays, participent à cette compétition. Avec 56 judokas engagés, la France est le pays le mieux représenté dans ce Grand Slam, au moment où certaines nations, comme la Zambie et le Zimbabwe, n'ont engagé qu'un seul athlète.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Kherrata/Béjaïa

310 kg de chique saisis

LES ÉLÉMENTS de la gendarmerie de Kherrata ont saisi ces derniers jours quelque 310 kg de tabac : chique sous forme de matière première. Le tabac a été saisi sur la RN 09 reliant Béjaïa à Sétif à hauteur de la commune de Kherrata, a-t-on appris de la cellule de communication du groupement de la gendarmerie de la wilaya. Selon la même source, la chique non transformée encore a été trans-

portée dans une voiture de type Renault Express et dissimulée dans des sacs à l'arrière du véhicule. L'auteur de l'infraction répondant aux initiales CH. O. âgé de 26 ans, natif de Sétif a été arrêté et présenté devant le parquet de Kherrata, précise le même source. Une enquête a été ouverte sur cette affaire pour déterminer l'origine du tabac qui a été remis aux services des Domaines. H.C.

El-Oued

Une quinzaine d'artisans au Salon «Souf-hiver» de l'artisanat et des métiers

QUINZE artisans issus de différentes régions du pays prennent part au Salon «Souf-Hiver» de l'artisanat et des métiers, ouvert lundi à l'esplanade «transat» à El-Oued. Cette manifestation culturelle et économique qui regroupe des artisans des wilayas de Constantine, Mila, Chlef, Tébessa, Batna, Skikda et El-Oued, s'imbrique au programme arrêté conjointement par la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) et l'Office local du tourisme et de l'artisanat (OTA), visant la promotion et la commercialisation des produits de l'artisanat, à travers l'accès à de nouveaux marchés, a indiqué à l'APS le directeur de la CAM, Bachir Tahraoui. Des articles et produits de dinanderie, tapisserie, maroquinerie et bijouterie traditionnelle ainsi que des objets d'art, reflétant la diversité culturelle et la dimension historique des régions participantes, sont exposés à cette manifestation. Le directeur de la CAM d'El-Oued a fait part d'un programme, de court et moyen terme, visant le renforcement des métiers de l'artisanat à travers l'ouverture d'ateliers de formation continue, l'octroi de facilités et la prise de mesures incitatives de sorte à créer un «Centre de production» à même de contribuer au soutien de l'économie nationale. Le programme de cette manifestation prévoit l'animation en direction

d'une centaine d'artisans d'une journée d'information sur la fiscalité et la gestion des micro-entreprises, en plus de la remise de titres de qualification à 90 femmes, leur ouvrant droit aux prêts bancaires, via l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (Angem), pour l'acquisition des matières premières nécessaires à leurs projets d'artisanat. L'initiative permettra la préservation des métiers, pan du legs socio-culturel et facteur de dynamisation des activités touristiques, en plus de la contribution au développement des familles productrices, estime le même responsable de la CAM. Plus de 14 artisans de la wilaya d'El-Oued ont bénéficié dernièrement d'une session de formation sur les modalités de montage et de gestion des petites et moyennes entreprises (PME), a-t-il rappelé. Ali T.

Chlef

Saisie de plus de 3,5 kg de cannabis

3,5 KG de cannabis ont été saisis par la brigade mobile des Douanes de Chlef, a indiqué lundi un communiqué rendu public par la cellule de communication de ce corps. Selon le document, cette opération réalisée en coordination avec les services de sécurité, a permis la saisie, sur la RN4, précisément à la

sortie Est de la commune de l'Oued Sly (15 km à l'ouest de Chlef), d'«une marchandise prohibée, représentée par 3,51 kg de cannabis». Le dossier de cette affaire a été transféré vers les autorités compétentes pour prendre les mesures légales nécessaires, a-t-on ajouté de même source. O. B.

Béchar

Démantèlement d'un réseau international de faussaires de monnaie étrangère

UN RÉSEAU international de faussaires de monnaie étrangère, composé de quatre individus (2 de nationalités subsahariennes et deux nationaux), a été démantelé par les éléments de la sûreté de la daïra de Kenadza en collaboration avec ceux de la police judiciaire de la sûreté de wilaya de Béchar, a-t-on appris lundi auprès de la cellule de communication de cette sûreté de wilaya. Suite à des renseignements faisant état d'activités douteuses de distribution et vente de billets de banque d'un ressortissant de nationalité africaine, les policiers de la sûre-

té de daïra de Kenadza ont procédé à son arrestation en possession de huit faux billets de coupure de 50 euros, a-t-on indiqué. L'enquête policière, sous supervision de la justice, a permis par la suite l'arrestation de deux de ses complices de nationalité algérienne, et la saisie du véhicule touristique qu'ils utilisaient pour leurs activités, notamment l'approvisionnement du même individu en faux euros pour leur écoulement sur le marché local, a précisé la source. La perquisition du lieu d'habitation du ressortissant africain a permis l'arrestation de sa

complice, également de nationalité africaine, et la saisie de documents officiels falsifiés, notamment un passeport et une copie de passeports de deux pays d'Afrique et d'Asie, en plus d'une carte bancaire, a-t-on ajouté. Les quatre mis en cause dans cette affaire de constitution d'une bande de malfaiteurs dans un but d'impression, de détention et de vente de faux billets (devise étrangère), ont été placés en détention provisoire par le magistrat instructeur, en attendant leur comparution devant le tribunal compétent. Y. N.

20 ans de prison requis contre Toufik, Tartag, said Bouteflika, et Hanoune



Djalou@hotmail.com

Skikda

47 personnes soumises à un examen médical après une tentative de hargra déjouée

■ Pas moins de 47 personnes ont été soumises dimanche à un examen médical après l'échec de leur tentative d'émigration clandestine à partir de la wilaya de Skikda, apprend-on lundi auprès des services de la direction de wilaya de la Protection civile.

Par Slim O.

Un médecin de la Protection civile a examiné ces personnes âgées entre 17 et 41 ans après leur interception en pleine mer à

l'ouest de Skikda et ce, avant de les conduire vers l'entreprise portuaire du chef-lieu de wilaya, a-t-on précisé. Les «harragas» sont originaires de Skikda, d'Annaba et d'Alger, selon la même source qui a assuré que toutes ces personnes se trouvent en «excellente» santé. Selon une source informée, les gardes-côtes ont intercepté ces personnes alors qu'elles venaient de

prendre la mer sur le littoral de Collo (ouest de Skikda) en tentant de profiter d'une météo favorable et d'une mer calme pour lancer leur opération d'émigration clandestine à bord de deux petites embarcations. Les concernés ont été remis aux services de sécurité territorialement compétents pour parachever les procédures légales en vigueur. S.O./APS

Spécialisée dans la falsification de documents administratifs

Oran: démantèlement d'une association de malfaiteurs

LES SERVICES de la sûreté de wilaya d'Oran ont réussi, dernièrement, à démanteler une association de malfaiteurs spécialisée en faux et usage de faux de documents administratifs officiels (dossiers de visas) et escroquerie, a-t-on appris lundi de ce corps de sécurité. L'opération a permis d'arrêter des membres de ce réseau dont une jeune fille, suite à des investigations approfondies menées par les éléments de la première brigade de recherche et d'interception de la police judiciaire qui sont parvenus à démasquer les activités du réseau criminel organisé qui falsifiait les dossiers de demandes de visas des pays européens. Les enquêtes ont abouti à l'identification des éléments du réseau dont un pro-

priétaire d'une agence de voyages sise au centre-ville d'Oran et à la saisie du matériel utilisé dans la falsification dont deux unités centrales d'ordinateurs, un écran de télévision, deux scanners, une machine de planche à billets, deux imprimantes, des cartes de téléphones portables pour différents opérateurs, des téléphones portables, 4 tampons d'une agence de voyages et 3 passeports. Un véhicule appartenant au propriétaire de l'agence, dans lequel une somme de 500 euros a été retrouvée, a été également saisi, de même qu'un registre du commerce pour un bureau d'affaires, 4 passeports, une carte d'identité nationale biométrique et deux permis de conduire, selon la même source. O. N.